

Quatre-vingts ans après, le Front populaire est- il toujours une option ?

François D'Agostino

Septembre 2016

15.000 signes

1936 : année-phare dans l'histoire de la gauche. C'est celle du triomphe du Front Populaire en France et de grandes réformes (les congés payés, entre autres), du début de la Guerre d'Espagne, provoquée par le coup d'état fasciste à l'encontre du gouvernement républicain du Frente Popular. C'est une année charnière, certes, mais ce qui nous intéresse ici, c'est le concept de « Front populaire ».

En effet, au-delà des hommages dans la presse militante¹, des ouvrages historiques², au-delà encore de la récupération scandaleuse par certains éléments du Front National de cette histoire³, c'est la question de l'héritage politique du « Front Pop' », et de la pertinence éventuelle de ce modèle pour les luttes sociales de notre temps.

Dans un premier temps, nous présenterons un bref aperçu de ce que fut concrètement le « Front Populaire », sous l'incarnation la plus connue dans l'espace francophone, à savoir le Front populaire français, et les tentatives au sein de la gauche belge de l'époque de faire écho à ce projet unitaire. Nous évoquerons ensuite les raisons profondes qui expliquent cette tentative, ainsi que les changements et orientations politiques qu'elle supposait. Dans la dernière partie de cette analyse, nous essaierons de déterminer quelle est la part de réalité dans les « appels » lancés par certains en Belgique francophone à constituer de telles alliances pour lutter contre l'austérité⁴.

L'année de tous les espoirs

C'est lors des élections législatives d'avril et mai 1936 que le Front Populaire français arrive aux portes du pouvoir. Cette victoire électorale qui fait encore parler d'elle aujourd'hui a lieu dans un contexte bien particulier. En effet, la France, comme le reste des pays capitalistes avancés, est

1 Voir, entre autres, <http://www.humanite.fr/les-communistes-celebrent-la-memoire-du-front-populaire-608775>, consulté le 12/09/2016.

2 Par exemple, VIGREUX (J.), *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Paris, 2016.

3 Voir *À France Inter, plutôt le Front National que le Front populaire*: <http://www.humanite.fr/france-inter-plutot-le-front-national-que-le-front-populaire-613673#comments>, consulté le 12/09/2016.

4 https://www.rtf.be/info/belgique/detail_chefs-de-file-cherchent-rapport-de-force-pour-la-gauche-francophone?id=9307147, consulté le 12/09/2016.

durement frappée par la crise économique de la première moitié des années trente. Entre 1931 et 1934, les gouvernements vont se succéder. Les chômeurs sont aux alentours de 750.000. C'est après l'« affaire Stavisky » que la séquence ouvrant la voie au succès du Front Populaire va débiter. Cette affaire d'escroquerie implique de nombreux responsables politiques de haut rang et précipite la démission du chef du gouvernement de l'époque, le radical-socialiste Chautemps. Son successeur, Édouard Daladier, entame son mandat par la révocation d'un préfet de police proche de l'extrême-droite. Cette décision va déclencher les protestations puis l'action de ligues d'extrême-droite, qui vont tenter d'envahir l'Assemblée Nationale le jour de la prestation de serment de Daladier. Les affrontements feront quinze morts et verront Daladier renoncer à son poste, au profit de Gaston Doumergue. À partir de ce moment, tout s'enchaîne.

Le Parti Communiste, sous la direction de Maurice Thorez, et après des années de lutte acharnée contre les socialistes de la SFIO, appelle à un rassemblement des gauches contre l'extrême-droite. Des manifestations et rassemblements communs auront lieu en février et seront suivis par la signature d'un pacte d'unité d'action. Thorez appelle par la suite à élargir cet appel aux radicaux-socialistes, qui représentent essentiellement les classes moyennes républicaines. C'est un tournant considérable. Mais c'est lors d'un rassemblement organisé le 14 juillet 1935, à l'appel de dix organisations, que le Front Populaire va se constituer pour de bon. Ce jour-là, en effet, une manifestation a lieu à Paris, à l'appel d'organisations politiques (PCF, SFIO, radicaux et radicaux-socialistes, entre autres), syndicales (la CGT et la CGTU⁵) ou issues de la « société civile » pour reprendre une terminologie actuelle (Ligue des Droits de l'Homme, comités des intellectuels antifascistes, etc.) et va rassembler plusieurs centaines de milliers de personnes. À partir de ce jour, les groupes concernés vont tenter de trouver une base commune qui ne sera pas à proprement parler un programme de gouvernement. Le « Programme du Rassemblement populaire » sera adopté le 10 janvier 1936, et avant les élections du printemps, près de cent organisations s'y seront ralliées. C'est un programme très modéré qui se concentre sur la défense des libertés civiles, la lutte contre le fascisme et les effets les plus dramatiques de la crise économique et financière, sous forme de déclarations assez vagues. Ni la semaine de quarante heures, ni les congés payés, par exemple, n'y figurent⁶.

C'est avec 45,9 pour-cents des suffrages que le Front Populaire obtient la victoire. Rapidement, partout dans le pays, des grèves spontanées, « joyeuses », éclatent. La bourgeoisie prend peur. Le 4 juin, Léon Blum forme un gouvernement, sans participation des communistes, qui lui donnent néanmoins leur soutien parlementaire. Le 7 juin, sous la pression des mouvements de grèves qui

5 CGT « Unitaire », scission communiste de la CGT.

6 Voir MAGNIDIAS (J.), MOURIAUX (R.) et NARRITSENS (A.), *Anthologie du syndicalisme français. 1791-1968*, Paris, 2012, p. 149-158.

auront rassemblé jusqu'à deux millions et demi de travailleurs, patronat et syndicats signent les accords de Matignon. Ces accords amènent des progrès considérables dans la vie de millions de travailleurs : semaine de quarante heures, instauration des conventions collectives, congés pays, aide aux chômeurs, entre autres. Mais l'éclaircie sera de courte durée. En effet, victime de pressions de toutes parts, avec une majorité divisée sur l'attitude à adopter envers l'Espagne républicaine, le gouvernement démissionne le 21 juin 1937, suite à un vote du Sénat empêchant le projet de contrôle des capitaux. Ce refus est clairement une revanche de la France conservatrice après les grèves de 1936. En France, le Front Populaire avait vécu⁷.

Et la Belgique dans tout ça ?

En Belgique, la situation est similaire à bien des égards, tant en termes économiques- la crise majeure et le chômage de masse- que politiques, avec l'émergence de puissants mouvements d'extrême-droite⁸. Mais l'idée de Front populaire n'y aura guère le même succès.

Contrairement à la France, qui avait vu la scission entre communistes et socialistes lors du Congrès de Tours en 1920 aboutir à la formation de deux partis relativement puissants, la Belgique connaît à gauche une quasi-hégémonie social-démocrate au travers du Parti Ouvrier Belge. Dans les années 30, le petit Parti Communiste de Belgique va certes se développer, notamment à partir des grèves de 1932⁹, mais sans jamais réussir à concurrencer réellement le POB. Les socialistes, de leur côté, après une profonde crise, vont tenter de se rassembler autour du Plan du Travail d'Henri de Man, qui, de décembre 1933 à mars 1935 va entraîner tout le POB dans un intense travail de propagande. Ce programme destiné à lutter contre la crise est un programme d'économie mixte, qui se concentre notamment sur le contrôle public des secteurs stratégiques de l'économie (énergie, secteur bancaire, transports, essentiellement).

D'abord réticents, les communistes finiront par y voir une base de compromis acceptable, le leader Joseph Jacquemotte poussant l'idée jusqu'à envisager un possible retour des communistes au sein de la structure du POB. Son décès en 1936 sonnera le glas de ce projet. De toute manière, l'entrée au

7 Voir, entre autres, DROZ (J.) sous la dir. de, *Histoire générale du socialisme, 3/ de 1918 à 1945*, Paris, 1977, ou encore *Le Front Populaire entérine de grande conquêtes ouvrières*, dans *Manuel d'histoire critique. De la révolution industrielle à nos jours*, Paris, 2014, p. 60-61.

8 Pour une analyse plus développée consacrée à la crise des années 30 en Belgique, ainsi que pour des orientations bibliographiques plus complètes, nous renvoyons le lecteur à une de nos apublications : D'AGOSTINO (F.), *La Catastrophe imminente : bis repetita....*, 2013, disponible sur l'ancien site de l'ACJJ en suivant ce lien : <http://acjj.be/ancien/publications/nos-analyses/la-catastrophe-imminente-bis.html>. Consulté le 15/09/2016.

9 Pour une approche historiographique du PCB, voir GOTOVITCH (J.), *Du communisme et des communistes en Belgique. Approches critiques*, Bruxelles, 2012.

gouvernement des socialistes, en compagnie des catholiques et des libéraux, sous la houlette de Paul Van Zeeland en mars 1935 avait déjà vu l'abandon du Plan. Ce dernier sera néanmoins une source d'inspiration déterminante pour le programme de réforme de structures de la FGTB après-guerre¹⁰. Au niveau des jeunes (avec la Jeune Garde socialiste unifiée, qui voit le rapprochement entre jeunes socialistes et communistes) ou des courants de gauche du POB, l'idée d'un rapprochement avec les communistes perdurera, et une loi sur les congés payés sera adoptée en 1936 également, mais la « recette » du Front Populaire ne s'acclimata guère à la Belgique¹¹.

Une stratégie pour une époque

Dans le fond, que retenir de cette stratégie du Front Populaire ? Quel était son but, le contexte dans lequel elle se développe ?

Entre la rupture entre communistes et socialistes au sein du mouvement ouvrier et les débuts de l'agitation pour le Front populaire, moins de vingt ans s'écoulent. Certes, quelques années après la Révolution d'Octobre 1917, l'Internationale Communiste appelle au « front unique » entre organisations ouvrières, mais rapidement, les guerres entre les différents aboutissent à un raidissement de part et d'autre, culminant avec la position du Komintern assimilant socialistes et fascistes, comme des frères jumeaux.

Cette attitude sectaire va être battue en brèche après la victoire des nazis en 1933¹², les dirigeants communistes, effarés par la montée en puissance des fascismes, réalisant qu'à terme, Hitler ne manquerait pas de s'en prendre à l'URSS. La stratégie de Front populaire telle que développée officiellement lors du VIIe congrès de l'Internationale communiste¹³ a pour but essentiel de permettre des alliances avec la bourgeoisie « progressiste », en vue de sortir l'Union soviétique de son isolement au plan international et de constituer à terme une alliance anti-hitlérienne. Le Front populaire, pour le dire clairement, n'est donc pas une stratégie ayant un but révolutionnaire. Ce n'est toutefois pas une raison suffisante pour nier les avancées réelles qui ont été permises, et l'impact considérable sur l'imaginaire collectif de la gauche de cette période pourtant très brève.

10 Voir, e.a., TILLY (P.), *André Renard*, Bruxelles-Liège, 2005.

11 Nous ne pouvons toutefois pas terminer ce chapitre sans faire mention de l' « alliance antifasciste » qui verra, lors des élections partielles à Bruxelles de 1936, un rassemblement des communistes, socialistes, chrétiens, libéraux derrière Paul Van Zeeland, afin de faire barrage à Léon Degrelle.

12 <https://www.jacobinmag.com/2015/11/nuremberg-trials-hitler-goebbels-himmler-german-communist-social-democrats/>

13 DIMITROV (G.), *Rapport au VIIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste, présenté le 2 août 1935*, in *Œuvres Choisies*, tome 2, Sofia, s.d., , p.5-85.

Et de nos jours ?

Ces dernières semaines ont vu la publication de sondages montrant notamment une progression assez importante du PTB dans les intentions de vote (plus spécifiquement en Wallonie)¹⁴. Dans un contexte de crise économique grave, avec la fermeture annoncée du site de Caterpillar à Gosselies, et les autres restructurations annoncées dans d'autres entreprises, avec également un gouvernement fédéral extrêmement marqué à droite, nous pourrions penser qu'il existe un potentiel pour une alliance des « progressistes » dans les prochaines années.

D'autant plus que le Parti socialiste, menacé sur sa gauche vient, au travers du discours de Paul Magnette lors des Fêtes de Wallonie, d'annoncer qu'il faudrait peut-être « désobéir à l'Europe » afin de gérer les conséquences de la fermeture de Caterpillar¹⁵. Cette déclaration pourrait montrer une certaine volonté de s'affranchir des contraintes européennes, mais cela donne-t-il un réel espace pour des convergences à gauche ? Nous pouvons en douter.

À notre avis, au-delà des différences profondes entre le contexte actuel et les années 30¹⁶, ce qui constitue un obstacle majeur à ce rassemblement est l'attitude du PTB envers l'élément incontournable de la vie politique belge : les évolutions institutionnelles et le processus continu de « détricotage » du pays au seul bénéfice de la Flandre¹⁷. On pourrait croire que le contexte de crise favoriserait un rassemblement à gauche, mais c'est selon nous ignorer qu'une politique anti-austérité n'a que peu de chances de voir le jour prochainement au niveau fédéral, et le PTB n'est pas prêt de s'engager dans un tournant régionaliste wallon qui nous paraît être la seule option viable pour les progressistes à court et moyen termes.

14 <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/barometre-le-ptb-s-envole-en-wallonie-au-detriment-du-ps-le-cdh-historiquement-bas-a-bruxelles-57d2c45535701f2d117276cf>, consulté le 12/09/2016.

15 <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/fetes-de-wallonie-magnette-pret-a-renforcer-le-droit-pour-prendre-le-controle-du-site-et-a-desobeir-a-l-ue-57dd714c35704b54e6c4d9d1>

16 La disparition d'un pays servant, même de manière tronquée, de « modèle », les profondes modifications sociologiques, technologiques, les différences d'aspiration, les contraintes internationales...

17 Voir DUPRET (X.), *L'Etat belgo-flamand et la NVA*, septembre, disponible ici : <http://www.acjj.be/letat-belgo-flamand-et-la-nva/>